



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté N° IC-23-002
imposant des mesures d'urgence**

société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE

**2, Rue des Frères Montgolfier
à GONESSE**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L.512-20 et L.172-5 et R. 512-69 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République en date du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2000, modifié en dernier lieu le 22 décembre 2014, autorisant la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE à exploiter sur le territoire de la commune de GONESSE – 2, Rue des Frères Montgolfier, une installation de traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par procédé électrolytique ou chimique ;

Vu le rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) du 2 janvier 2023 faisant suite à l'incendie survenu le 1^{er} janvier 2023 au sein de la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE et à la visite d'inspection réalisée le 2 janvier 2023 sur le site ;

Considérant l'incendie qui s'est déclaré le 1^{er} janvier 2023 sur le site de la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE à GONESSE ;

Considérant que l'incendie, du fait des caractéristiques et des quantités des produits impliqués, peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les eaux d'extinction de l'incendie n'ont pu être totalement confinées au sein du site ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de prescrire en urgence à l'exploitant le curage des réseaux pollués par les eaux d'incendie ;

Considérant qu'il convient, de prescrire en urgence la mise en sécurité du site et la réalisation d'un diagnostic afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution et d'identifier les cibles potentielles ainsi que les voies de transfert ;

Considérant que sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise voire à la suppression de la pollution éventuelle ;

Considérant qu'il convient de préserver les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et, par conséquent, de prescrire **en urgence** les dispositions nécessaires permettant de garantir la sécurité des biens et des personnes, en application de l'article L. 512-20 de ce même code ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Respect des prescriptions

La société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé 2, Rue des Frères Montgolfier sur le territoire de la commune de GONESSE.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs sauf si les prescriptions du présent arrêté sont plus contraignantes.

Article 2 : Évacuation des déchets et mise en sécurité

L'exploitant transmet à monsieur le préfet du Val d'Oise, **dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté**, l'inventaire des stockages des produits et déchets présents sur le site juste avant le début de l'incendie. Il fait figurer sur un plan les emplacements, la nature des déchets (dangereux ou non dangereux) ainsi que les caractéristiques de stockage (hauteur, volume, tonnage).

Les justificatifs de la bonne élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès la notification du présent arrêté, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site.

Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence.

L'exploitant s'assure, **dès la notification du présent arrêté**, de la mise en sécurité du puits d'alimentation en eau du site.

Article 3 : Gestion des eaux d'extinction

L'exploitant débute, **dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté**, les opérations de pompage et d'évacuation des eaux d'extinction épandues sur son site et aux alentours. Il maintient une capacité de rétention suffisante des eaux d'extinction afin de supprimer, aussi rapidement que possible, tout rejet d'eaux potentiellement polluées dans le milieu naturel et au réseau d'évacuation des eaux usées.

Toutes les évacuations au réseau du bâtiment sont isolées au moyen d'un tampon étanche.

Les eaux d'extinction d'incendie sont évacuées vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet.

Elles font au préalable l'objet d'analyses en fonction des substances pertinentes identifiées dans les études demandées à l'article 6 a), b) et c).

Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 : Nettoyage et curage du réseau d'eau pluvial impacté

Avec l'accord du gestionnaire du réseau, l'exploitant procède, **dans un délai de 2 jours à compter de la notification du présent arrêté**, au curage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales.

Les effluents obtenus sont évacués vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 bis : Nettoyage et curage du réseau d'eaux usées

En accord avec le gestionnaire du réseau, l'exploitant définit, **dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté**, un plan de mesures curatives destiné à prendre en charge l'impact de l'accident sur le réseau d'eaux usées.

Article 5 : Mesures immédiates conservatoires

5.1 – L'exploitant procède, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, aux prélèvements et aux analyses dans l'environnement et sur site des différentes matrices suivantes :

- Sols : sauf impossibilité technique justifiée, des prélèvements de sol sont réalisés au plus près du foyer de l'incendie ;
- Eaux souterraines : en utilisant notamment le réseau de piézomètres présents sur le site, s'il existe et est accessible ;

Les analyses sont réalisées en fonction des substances pertinentes susceptibles d'être présentes dans ces matrices au regard des déchets stockés et des produits de décomposition liés à l'incendie.

5.2 - Les résultats des analyses sont transmis, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, à monsieur le préfet du Val d'Oise et à l'inspection des installations classées dès leur réception par l'exploitant.

Article 6 : Analyse de l'impact environnemental et sanitaire du sinistre

6.1 - Élaboration d'un plan de prélèvements

L'exploitant élabore et transmet à l'inspection des installations classées, **dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté**, un plan de prélèvements comprenant, notamment :

a) un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés / impactés par l'incident conformément à l'article 2 du présent arrêté. Le volume d'eaux d'extinction non confiné est à évaluer ;

b) une évaluation de la nature et des quantités de produits/produits de décomposition/dégradation susceptibles d'avoir été émis à l'atmosphère / dans le milieu aqueux / dans les sols, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'incendie qui ont pu être observées ;

c) La détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence.

Pour l'air, l'exploitant justifie la détermination de ces zones par une modélisation des retombées atmosphériques ou à minima par les informations météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'évènement (direction et force des vents, pluviométrie).*

De plus, une description la plus précise possible du sinistre est faite (les autres sources de données disponibles – service départemental d'incendie et de secours, notamment - sont exploitées), elle est utilement appuyée par des photographies.

Où prélever ?

En présence de vents avec une direction clairement identifiée	Faire plusieurs points dans la trajectoire du vent dominant (sens du panache) et dans le sens opposé pour les points « témoins » sur une distance de 1,5 km* par rapport à la source
En l'absence de vent	Réaliser plusieurs points selon un cercle concentrique autour de la source selon un rayon de 200 m*
Si une modélisation est possible	Echantillonnage réalisé selon la modélisation de la dispersion atmosphérique

* distance à augmenter en cas de panaches montant très haut

Ces zones de prélèvements pourront être affinées si besoin sur la base des caractéristiques plus précises de l'incendie.

d) un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre (habitations, établissements recevant du public en particulier sensible, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel) ;

Voies d'exposition et populations sensibles prises en compte pour les expositions humaines	
Voies d'exposition	
Inhalation	Gaz et particules émis par le feu Envois de poussières retombées au sol
Ingestion directe	Eaux, sois, végétaux (fruits et légumes)
Ingestion indirecte	Lait, œufs
Cibles	
Ecoles, hôpitaux, crèches, population riveraine	

e) une proposition de plan de prélèvements complémentaire des prélèvements déjà mis en œuvre au titre de l'article 5 du présent arrêté (plan de surveillance environnementale), sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées en d) ci-dessus.

Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées).

Le plan de prélèvement, les prélèvements et analyses seront réalisés par un organisme adhérent au réseau des intervenants en situation post-accidentelle (RIPA) dont la liste est disponible sur le site internet de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) : <https://www.ineris.fr/fr/ineris/institut-bref/cellule-appui-situations-urgence-casu/reseau-intervenants-situation-post>

Quelles matrices prélever ?

Matrices à échantillonner selon le délai d'intervention					
	J	J+7	J+30	J+3 mois	J+6 mois
	A		B		C
			D		E
Prélèvements pour caractérisation	Air (gaz, particules) Retombées (frottis) Eaux d'extinction Sols proches		Retombées (frottis) Eaux d'extinction Sols proches		
Prélèvements pour témoins d'avant accident (état initial)	Lait, oeufs Aliments bétail stockés (ensilages) Eaux de surface Eaux souterraines		Aliments bétail stockés (ensilages) Lait et oeufs stockés antérieurement		Aliments bétail stockés événement Aliments bétail avant
Prélèvements pour impact sanitaire	Impact retombées : Végétaux (fruits et légumes) Eaux de surface Sols de jardin, aires de jeux Cultures, herbages		Transferts : Sols de jardin, aires de jeux Fruits et légumes Lait et oeufs Eaux souterraines		Transferts : Sols de jardin, aires de jeux Fruits et légumes Lait et oeufs Eaux souterraines
Prélèvements pour délimitation zone d'impact	Sols, lichens, cultures, herbages		Eaux de surface et sédiments Sols, lichens, cultures, herbages		Eaux de surface et sédiments Sols, lichens, cultures, herbages

En particulier l'exploitant veille également à mettre en place une surveillance :

- de la qualité des eaux souterraines des substances pertinentes identifiées dans les études demandées à l'article 6.1 a), b) et c) au droit de son site à partir de points de prélèvements existants ou par aménagement de piézomètres.

- de la qualité des eaux de surface des substances pertinentes identifiées dans les études demandées à l'article 6.1 a), b) et c) en amont et en aval par rapport au rejet accidentel (surveillance eau / sédiment en fonction des polluants ciblés).

f) la justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et/ou aqueuses du sinistre.

g) le plan de prélèvement, les prélèvements et analyses seront réalisés par un organisme adhérent au réseau des intervenants en situation post-accidentelle (RIPA) dont la liste est disponible sur le site internet de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) : <https://www.ineris.fr/fr/ineris/institut-bref/cellule-appui-situations-urgence-casu/reseau-intervenants-situation-post>

Le plan de prélèvements pourra être adapté pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.

6.2 - Mise en œuvre du plan de prélèvements

L'exploitant met en œuvre, **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, le plan de prélèvements défini en application de l'article 6.1, modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.

6.3 - Résultats et interprétation de la surveillance environnementale

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées.

Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

Les références suivantes sont utilisées, en l'absence de données réglementaires plus récentes :

Milieux	Références
Sol	<ul style="list-style-type: none">état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin (témoins du plan d'échantillonnage),fond géochimique naturel local
Eau	<ul style="list-style-type: none">critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable)critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potableNQE (Normes de qualité environnementale – Directive Cadre sur l'eau)
Denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none">Destinées à l'homme : Règlement européen CE/1831/2003 modifié par celui du 2 décembre 2011 (1259/2011), complété par les recommandations du 23 août 2011 (pour les fruits et légumes)Destinées à l'alimentation animale : règlement européen du 28 mars 2012
Air	<ul style="list-style-type: none">Valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées **au fur et à mesure de leur réception**.

En cas d'impact avéré dans les milieux, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.

Article 7 : Remise du rapport d'accident

L'exploitant transmet, **dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté**, à l'inspection des installations classées un rapport d'accident qui précise les circonstances et la chronologie de l'évènement, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.

Les mesures correctives évoquées dans le paragraphe précédent font l'objet d'un calendrier de mise en œuvre qui est fourni en même temps que le rapport d'accident.

Article 8 : Mise à jour de l'étude de dangers

L'exploitant met à jour l'étude dangers du site pour tenir compte du retour d'expérience suite à l'incendie.

Article 9 : Reprise de l'activité

L'exploitation du site est suspendue provisoirement.

L'activité de l'établissement ne pourra reprendre qu'après accord explicite de monsieur le préfet du Val d'Oise au regard du respect des articles 6, 7 et 8 du présent arrêté afin d'apporter les garanties nécessaires à la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 10 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 514-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 11 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE.

Article 12 : Information des Tiers

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de GONESSE pendant une durée d'un mois.

Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie pour être maintenue à la disposition du public.

Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture du Val d'Oise – direction de la coordination et de l'appui territorial (DCAT) – Section des installations Classées.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée d'un mois.

Article 13 : Délai et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise (2/4 boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex) :

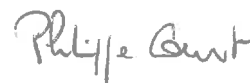
1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 14 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de GONESSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le - 2 JAN. 2023

Le préfet,



Philippe COURT